
CONSEIL RÉGIONAL
GROUPE COMMUNISTE

Avis sur les propositions du rectorat concernant les formations
professionnelles pour la rentrée 2008.

Intervention de Jean-Michel GUERINEAU

Monsieur le Président,

Chers collègues,

Nous devons formuler un avis sur les décisions du Rectorat concernant les Lycées Professionnels pour la rentrée 2008. Quelques uns de mes collègues du groupe communiste interviendront sur des aspects particuliers de la situation. Pour ma part, je souhaite vous présenter quelques remarques plus générales sur ce dossier et cet avis.

Nous devons nous prononcer sur des décisions du Rectorat, c'est-à-dire du représentant de l'État en Région pour ce qui concerne l'Éducation Nationale. Il faut donc dire un mot du cadre national parce que les décisions du recteur, comme des inspecteurs d'académie, dépendent des choix budgétaires du gouvernement, de sa majorité, des parlementaires de droite.

Ces choix vont à l'encontre de la satisfaction des besoins prioritaires de nos concitoyens et de la Nation :

- Le choix d'effectuer un cadeau fiscal de 14 Milliards d'€uros durant l'été 2007 en baissant l'impôt pour les plus riches
- Le choix de ne pas répondre aux besoins massifs de la majorité de nos concitoyens dans les domaines sociaux, comme celui de l'éducation.

Les conséquences sont devant nous :

- Au budget 2008 :
 - Suppression de plus de 3200 postes (chiffre jamais atteint et qui vient après les dizaines de milliers supprimés déjà depuis 6 ans)
 - Transformation de 3500 emplois en heures supplémentaires pour soumettre le corps enseignant au fameux « Travailler plus pour gagner plus » dont il ne veut pas dans son écrasante majorité.
- Pour notre région, c'est la disparition programmée de 331 postes au niveau national. Chacun conviendra avec moi qu'il s'agit de l'équivalent en emplois d'une jolie PME !

S'ajoute à cela la réforme des baccalauréats professionnels, réforme engagée sans aucune concertation avec qui que ce soit et sans tenir compte des différents rapports et avis de l'Inspection Générale de l'Éducation Nationale. Lors de la session de décembre dernier, à l'initiative de notre groupe, un vœu sur cette question avait été adopté par notre assemblée. Je le cite « *le bac pro en trois ans ne peut être généralisé à l'ensemble du public. Ce serait nier à la fois les difficultés scolaires importantes que présentent un grand nombre des jeunes engagés dans ces formations, le temps nécessaire à la construction d'un projet positif de formation et la spécificité des formations débouchant sur une insertion professionnelle.* »

On ne peut accepter que les élèves les plus fragilisés ne trouvent plus de parcours de réussite au sein du service public d'éducation. Certes, une revalorisation de la filière professionnelle et une diversification des parcours vers le bac pro sont nécessaires mais elles ne peuvent se faire sur le dos d'une réussite d'un maximum de jeunes et au nom d'économies budgétaires.» Nous mesurons aujourd'hui, la justesse et la pertinence de cette analyse.

Les communistes sont de ceux qui pensent qu'il est nécessaire d'investir massivement dans le développement des capacités humaines (Recherche, Éducation, ...)

Les moyens existent pour cela. Encore faut-il avoir la volonté et le courage de s'attaquer à la question de la répartition et de l'utilisation des richesses, richesses dont je veux rappeler qu'elles sont le produit du travail de la majorité de nos concitoyens et qu'elles sont de plus en plus confisquées par une petite partie d'entre eux et de plus en plus à des fins spéculatives et nuisibles.

Ces investissements massifs dans le développement des capacités humaines sont nécessaires si on veut l'augmentation nécessaire des qualifications, si on veut lutter contre les sorties sans qualification du système éducatif, objectifs qui sont au cœur de notre plan régional de formation.

Tout ceci nécessite des réponses à un tout autre niveau que celles qui sont proposées par le gouvernement et sa majorité.

C'est pourquoi, Monsieur le Président, le groupe communiste du Conseil Régional appuie totalement l'avis négatif proposé par cette délibération.

De même, il apporte tout son soutien aux jeunes, aux parents, aux enseignants et à leurs organisations qui se mobilisent contre ces mesures de restriction des moyens pour l'éducation et de généralisation du bac pro en 3 ans.